

POSTPRIMAIRE

# Profs en manque



A force de chercher, trouveront-elles la réforme pédagogique tant annoncée? (photo: Christian Mosar)

**Le SEW n'est pas content: L'enseignement post-primaire manque de professeur-e-s et la ministre ne réagit pas avec l'urgence nécessaire.**

Il n'y a pas assez de personnel qualifié dans notre enseignement. La nouvelle est, pour ainsi dire, vieille. Mais ce n'est pas pour autant qu'une amélioration de la situation serait en vue. Début février, le ministère de l'E-ducation annonçait en matière d'enseignement postprimaire: "On constate que par rapport au plan de recrutement prévoyant 141 postes, 34 postes n'ont pas pu être pourvus."

Un problème majeur, puisque la situation se répète d'année en année. En 2000, 28 postes manquaient. En 1999, ce chiffre s'élevait à 34 unités. Or, environ 1.000 élèves supplémentaires par an peupleront nos lycées. Et on estime que 370 professeur-e-s partiront à la retraite au cours des cinq prochaines années. D'où le recours massif à du personnel bon marché et pas forcément qualifié: les chargé-e-s d'éducation.

En 1997, un vice de forme avait obligé le ministère à donner un contrat à durée indé-

minée à plus de 200 chargé-e-s. Trois années plus tard, on en est à nouveau au même niveau: 50 chargé-e-s d'éducation dans l'enseignement secondaire (ES) et 212 dans l'enseignement secondaire technique (EST).

## N'importe qui, n'importe quoi

Ainsi, le SEW (Syndikat Er-zéiung a Wëssenschaft) du OGB-L avait insisté, lors de sa rencontre avec la ministre de l'E-ducation, le 30 janvier dernier, sur la politique de recrutement. Il serait d'abord urgent de définir clairement les objectifs et les critères du concours d'admission au stage pédagogique; critères peu transparents. Mais le SEW a surtout formulé une proposition concrète: que le concours d'admission soit suspendu dans les branches où il y a pénurie. C'est le cas pour les langues vivantes, les mathématiques et l'enseignement pour professions de santé. Le SEW trouve que, pour ces branches caractérisées par un manque de professeur-e-s, il n'y a pas lieu de contrôler une deuxième fois les connaissances théoriques des personnes candidates qui sont toutes titulaires d'un diplôme homologué par l'Etat luxembourgeois dans leur spécialité.

"Nous sommes déçus, irrités même, du déroulement de notre discussion avec Anne Brasseur et ses principaux fonctionnaires", estime Chantal Serres du SEW. "Quand nous avons proposé cette suspension de l'examen-concours sous certaines conditions - une solution simple pour remédier à la pénurie de personnel enseignant -, la ministre a admis l'urgence du problème, mais elle n'a pas pris la responsabilité politique de vouloir y remédier. Elle a préféré se cacher derrière ses fonctionnaires." L'argument avancé

par ces derniers? En bon patron, l'Etat ne doit pas engager "n'importe qui" et l'examen-concours garantirait la qualité professionnelle du personnel enseignant.

C'est bien beau tout ça, mais pour remédier au manque de personnel qui s'ensuit, le ministère se voit obligé d'engager des chargé-e-s d'éducation qui ne reçoivent aucune formation pédagogique. Guy Foetz du SEW explique: "A cet argument, les fonctionnaires nous ont répondu: 'Oui, mais les chargés de cours ne sont pas fonctionnarisés.' Et ces personnes recevraient dorénavant une formation de quatre jours. J'ai fait le tour dans le bâtiment où j'enseigne: Aucun des nouveaux chargés n'a reçu une telle formation... En outre, beaucoup de personnes qui veulent passer l'examen-concours donnent des cours depuis plusieurs années en tant que chargé. En cas d'échec, le ministère leur dit qu'elles ne sont pas acceptées au stage. Le lendemain, ces personnes se retrouvent devant une classe à enseigner sous le statut de chargé d'éducation."

La logique ministérielle est donc bien impénétrable. En pratique, l'éducation nationale se dégrade en un système à deux classes, dans lequel chargé-e-s et professeur-e-s se sentent exploités-e-s. Ainsi, les heures supplémentaires ne sont plus exceptionnelles depuis des années: une à quatre heures supplémentaires par semaine représentent la moyenne actuellement prescrite par chaque professeur-e. Devant cette situation, l'inaction du ministère chauffe les esprits. "Samedi libre, invocation d'une nouvelle rigueur et réformettes par-ci, par-là, c'est tout ce qu'Anne Brasseur semble vouloir mettre sur pied. Où reste cette offensive pédagogique qu'elle nous avait promise?", se plaint Chantal Serres. Guy Foetz n'en a pas moins marre: "Aller régulièrement au ministère, oui, mais pas pour se retrouver à faire la causette sans pouvoir espérer des résultats tangibles."

## D'une foire à l'autre

Le SEW veut adopter une attitude plus offensive à l'égard d'Anne Brasseur et de son ministère. Encore faudra-t-il savoir s'armer jusqu'aux dents contre un ministère qui annonce - sur 100,7 - comme mesure possible, l'instauration d'un statut spécial pour les enseignant-e-s de langues de l'EST, qui n'auraient donc pas besoin d'autant de qualifications que ceux et celles de l'ES. Par ailleurs, le ministère termine son communiqué au sujet de la pénurie d'enseignant-e-s, par une promesse: "Au vu de l'expérience positive de 2000, le Ministère compte se présenter dorénavant régulièrement non seulement à la Foire des Etudes, mais également lors d'autres manifestations comme p.ex. à la Foire de Printemps 2002." Et qu'en sera-t-il de la Foire aux Vins?

Germain Kerschen

## Energiepolitik: Hü und Hott

Eine entschlossenere Gangart in der Energiepolitik der luxemburgischen Regierung, speziell in der Frage erneuerbarer Energien, hat der Mouvement écologique (Méco) am Donnerstag auf einer Pressekonferenz gefordert. Der Méco kritisierte, dass weder das Reglement zur direkten finanziellen Unterstützung bei der Einrichtung erneuerbarer Energien noch jenes über eine gerechte Energie-Preisgestaltung (der so genannte Einspeisepreis) bisher in Kraft getreten sind. Dabei hatte Umweltminister Charles Goerens dies bereits für den 1. Januar diesen Jahres angekündigt. Skeptisch äußerten sich die UmweltschützerInnen auch zur bestehenden Doppelkompetenz im Energiebereich. Aufgrund der neuen Regierungseinteilung sind sowohl das Wirtschaftsministerium als auch das Umweltministerium für diesen Sektor zuständig. Besonders bedenklich sei, dass die beiden Ministerien "eine gegensätzliche Politik" betrieben. Während Umweltminister Goerens beispielsweise einen Anteil von zehn Prozent erneuerbarer Energien an der gesamten Energieproduktion bis zum Jahr 2010 für möglich und erstrebenswert hält, sprach das Wirtschaftsministerium in seinem Bericht zur Nachhaltigkeit diesbezüglich von einer "vision utopique, totalement irréaliste".

## Fahrrad: Steter Tropfen höhlt den Stein

Langjährige Forderungen der "Lëtzebuerger Velosinitiativ" fanden ihren Niederschlag im jüngst veröffentlichten Gutachten der staatlichen Verkehrskommission. Verkehrsminister Grethen will möglichst schnell einige der Vorschläge auf den Instanzenweg bringen - etwa die Legalisierung von Radanhängern zum Personentransport oder die Möglichkeit, Einbahnstraßen in umgekehrter Richtung für RadfahrerInnen frei zu geben. Die LVI-Verantwortlichen, die in die Beratungen miteinbezogen wurden, zeigen sich vom Resultat erfreut, auch wenn nicht alle ihre Forderungen Niederschlag in dem Dokument fanden. Wichtig sei aber die Signalwirkung, die von der 80 seitigen Broschüre ausgehe. Im Kontakt mit den Verwaltungen und lokalen Autoritäten sei das Gutachten von unschätzbarem Wert, so LVI-Präsident Gust Muller. Erstaunlich, wie schnell Grethen und seine Verwaltung hier Nägel mit Köpfen machten: Die LVI hatte sich in den 15 zurückliegenden Jahren die Zähne an insgesamt drei verschiedenen sozialistischen VerkehrsministerInnen ausgebissen, ohne das geringste Resultat. Aber arbeitslos wird die Fahrradlobby ganz sicher nicht, schließlich gilt es jetzt, die Umsetzung der zahlreichen Vorschlägen kritisch zu begleiten.

## "Chomsky" à la Cinémathèque

L'Observatoire des Médias Luxembourg et la Cinémathèque de Luxembourg invitent à une projection du film "La fabrication du consentement", réalisé par Mark Achbar et Peter Wintonick, le mardi 13 février à 20 heures à la Cinémathèque.

Partant du point de vue de Chomsky sur les médias, leur fonctionnement et s'appuyant sur ses réflexions, réunies dans ses deux ouvrages "Illusions nécessaires" et "La fabrication du consentement", ce film se penche surtout sur les sociétés démocratiques dont les populations, non contraintes par la force, sont soumises à des formes plus subtiles d'oppression idéologique. Il examine le pouvoir de l'information et les forces qui, dans la société, s'exercent sur sa formulation et sa propagation. Noam Chomsky mentionne à titre d'exemple, la couverture médiatique accordée au génocide sous Pol Pot au Cambodge et l'invasion indonésienne du Timor-Oriental de 1975 à 1979, et analyse l'influence déterminante des médias lors de la guerre du Golfe. Ce documentaire de 2h47, incisif, mais souvent humoristique, utilise des procédés stylistiques innovateurs qui visent à toucher l'auditoire à plusieurs niveaux et à l'inciter à s'interroger sur les motivations profondes qui sous-tendent sa consommation médiatique.

